

Macro Dev

FLASH

Ouzbékistan : réussir une transition multidimensionnelle

Auteur
Sylvain Bellefontaine

Ouzbékistan : réussir une transition multidimensionnelle

Sylvain Bellefontaine – bellefontaines@afd.fr

Date de fin de rédaction : 06/10/22

Résumé : La trajectoire de développement économique de l'Ouzbékistan à moyen-long terme dépendra du succès d'une transition à la fois politique, économique, sociodémographique et énergétique.

Des fondamentaux macroéconomiques relativement sains, combinés aux mesures gouvernementales et au soutien financier des bailleurs, ont permis à l'Ouzbékistan de résister au choc de la crise sanitaire. Le pays a adopté une posture de neutralité dans le conflit russo-ukrainien mais apparaît exposé à ses répercussions économiques et géopolitiques à travers ses liens avec la Russie (commerce, transferts de la diaspora, investissements). Dans un contexte régional en dégradation sensible depuis un an (Afghanistan, Kazakhstan, Tadjikistan/Kirghizistan), le pays affiche une stabilité politique interne, non-ébranlée par les agitations sociales autour du statut de la région du Karakalpakstan en juillet 2022. Parallèlement, la « Strategy New Uzbekistan » du président Shavkat Mirziyoyev poursuit la transition économique post-soviétique formellement engagée en 2017. Toutefois, les incertitudes générées par le contexte international pénalisent la mise en place des réformes et la transformation d'une économie planifiée vers une économie de marché. L'objectif de développement socio-économique du gouvernement est de doubler le PIB nominal/habitant à 4 000 USD d'ici 2030 pour intégrer la catégorie des PRITS et de diviser le taux de pauvreté par deux (11 % de la population au seuil national en 2021). Il apparaît ambitieux mais atteignable dans l'hypothèse d'une croissance du PIB réel d'au moins 5 % par an (projections FMI), une révision à la hausse du PIB a priori sous-évalué et une désinflation graduelle accompagnée d'une stabilisation du taux de change. Face à la pression démographique, « l'inclusivité » de la croissance économique, l'amélioration du capital humain et l'essor du secteur privé dans des filières intensives en main d'œuvre seront cruciaux, compte tenu des difficultés sur le marché du travail, de l'importante informalité et de l'émigration comme soupape sociale et source de revenus.

Les enjeux pour les prochaines années sont donc d'éviter une captation de la rente des matières premières (mines, gaz naturel et coton), et de maîtriser les déséquilibres macroéconomiques, à commencer par l'inflation et l'endettement public externe. Le pays demeure créateur extérieur net, mais la libéralisation partielle du commerce a généré un déficit du compte courant et un besoin de financement externe conséquents. La soutenabilité de la balance des paiements passera par la diversification d'une base exportatrice compétitive, le désenclavement commercial du pays, la transition énergétique, priorité affichée par le gouvernement, l'attractivité des IDE et le développement des marchés de capitaux domestiques.

Thématique : **macroéconomie**

Géographie : **Ouzbékistan**

1. Ouverture et stabilité politique face à un risque géopolitique prégnant

Sous domination russo-soviétique depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Ouzbékistan était caractérisé depuis son indépendance en 1991 par un régime présidentiel fort et une politique étrangère isolationniste. L'arrivée au pouvoir de Shavkat Mirziyoyev en décembre 2016, et réélu en octobre 2021, a marqué un tournant majeur pour le pays avec une politique d'ouverture multi-vectorielle.

Au cœur de l'Asie centrale, l'Ouzbékistan jouit d'une stabilité politique interne, que la dégradation du risque géopolitique régional et mondial depuis un an et la récente agitation sociale dans la région du Karakalpakstan ne devraient pas remettre en cause à court-moyen terme. En réaction au projet de réforme constitutionnelle abrogeant le statut d'autonomie de la région, des manifestations violentes ont eu lieu au Karakalpakstan début juillet 2022, dans un pays peu habitué aux mouvements sociaux. L'article sur l'autonomie régionale a été retiré de la réforme constitutionnelle et un décret présidentiel signé en septembre est venu acter le renforcement de l'aide au développement de cette région pauvre et rurale via des transferts directs aux populations, des exemptions de taxes, des prêts et des garanties visant à soutenir l'entreprenariat). Parallèlement, la situation aux frontières du pays inquiète, avec un risque d'externalités négatives, à la fois migratoires, sécuritaires, économiques et commerciales, notamment i) le retour du régime taliban en Afghanistan depuis août 2021 avec qui l'Ouzbékistan maintient le dialogue comme peu d'autres pays ; ii) l'instabilité du Tadjikistan et les escarmouches

violentes à sa frontière avec le Kirghizistan ; iii) les émeutes populaires au Kazakhstan en janvier 2022.

Sorti de son autarcie, l'Ouzbékistan tente de déployer une politique étrangère indépendante, multilatérale et équilibrée entre l'Occident, la Russie et la Chine. L'emprise russe sur l'Asie centrale, pré carré d'influence historique, se confronte à la concurrence croissante de la Chine, notamment depuis le lancement du projet des « Nouvelles Routes de la Soie » en 2013. La ligne officielle de neutralité de l'Ouzbékistan, gravée dans le marbre constitutionnel, est mise à l'épreuve du projet eurasiatique de la Russie, d'autant plus depuis le déclenchement du conflit en Ukraine. Le désenclavement économique et commercial de l'Ouzbékistan passe par des relations de bon voisinage, et le pays se présente désormais comme une force d'intégration régionale. L'Ouzbékistan a jusqu'à présent résisté aux pressions russes d'intégrer l'Union Économique Eurasiatique (UEE) et l'OTSC. Mais il est membre fondateur depuis 2001 de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), dont le dernier sommet s'est tenu mi-septembre 2022 à Samarcande en présence de Vladimir Poutine et Xi Jinping, au sortir duquel la position de la Chine apparaît renforcée en Asie centrale. L'Ouzbékistan a rejoint l'Organisation des États Turciques en 2019 et a conclu en juillet 2022 un accord pour un partenariat de coopération renforcée avec l'Union européenne.

2. La transition économique à l'épreuve des chocs exogènes successifs

Les autorités ouzbèkes se sont engagées depuis 2017 sur la voie d'une libéralisation économique graduelle. Si certaines réformes ont été mises en œuvre rapidement (libéralisation du régime de change, du commerce extérieur, des prix administrés, etc.), d'autres peinent à se matérialiser. Le processus de transformation-pri-

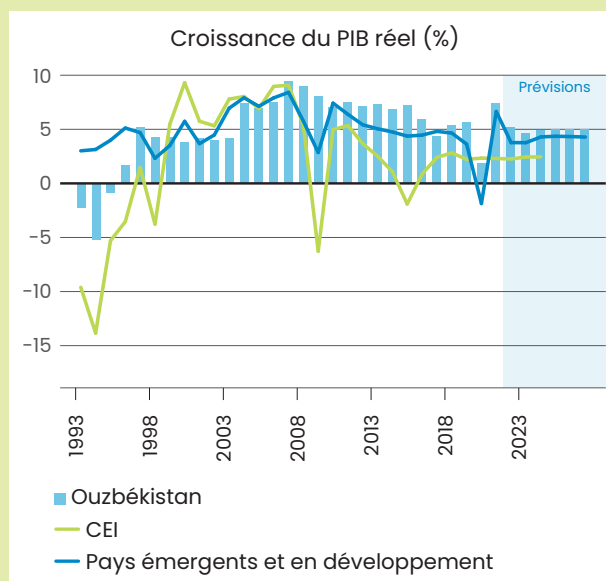
vatisation^[1] des entreprises et des nombreuses banques publiques et d'allocation des terres pâtit notamment de la succession voire superposition de crises externes depuis 2020 et de la procrastination des investisseurs internatio-

¹ Les recettes de privatisations ont atteint environ 300 Mns USD en 2021 et les autorités visaient le double en 2022 (notamment actifs immobiliers, terres, chimie, raffineries)

naux. Il s'accompagne d'un risque d'accaparement des ressources nationales et de corruption. L'Ouzbékistan semble peu exposé aux risques d'effondrement du système productif et d'hyperinflation expérimentés par les pays d'Europe centrale et orientale en transition dans les années 1990. Toutefois, la dynamique de croissance économique et la maîtrise de l'inflation, du déficit du compte courant et de l'endettement public externe demeurent cruciales, d'autant plus face aux répercussions à court, moyen et long termes de la guerre en Ukraine.

Après avoir baissé fortement sa prévision de croissance du PIB réel pour 2022 au printemps, le FMI l'a révisée nettement en hausse cet automne de 3,4 % à 5,2 %, maintenant une projection légèrement inférieure à 5 % pour 2023. Parallèlement, la croissance potentielle à moyen terme a été rognée d'environ 5,5 % à 5 %. L'activité économique a été dynamique depuis deux décennies (6,5 % par an en moyenne). La chute des exportations de matières premières en 2014-2016 en lien avec la fin du super-cycle (2003-2014) a été relayée par l'accélération de l'investissement public depuis 2017 (taux de FBCF de 40 % du PIB en 2018-2021). Les mesures contra-cycliques, la maîtrise de la pandémie, la hausse des cours de l'or et la bonne performance des secteurs agricole et de la construction ont amorti le choc de la crise Covid-19 avec une croissance du PIB réel de 1,7 % en 2020. Celle-ci a rebondi nettement en 2021 (7,4 %), soutenu par la consommation et les services, mais aussi l'investissement et l'industrie. Les mêmes moteurs ont permis à l'activité économique de bien résister au S1 2022 (+5,4 % en glissement annuel) en dépit du conflit russo-ukrainien. Le ralentissement attendu des échanges avec les principaux partenaires commerciaux (Russie, Chine, Turquie, Kazakhstan) et des transferts de la diaspora (très dynamiques au S1 2022, cf. infra), combiné à l'effet négatif de l'inflation sur le pouvoir d'achat, devrait peser sur la croissance du PIB à court terme. Les perspectives à moyen terme reposent sur l'hypothèse d'une forte accumulation de capital (investissement public et privé, dont IDE), de gains de productivité^[2] et d'une insertion réussie dans le commerce mondial.

Graphique 1 – Perspectives de croissance économique plutôt favorables



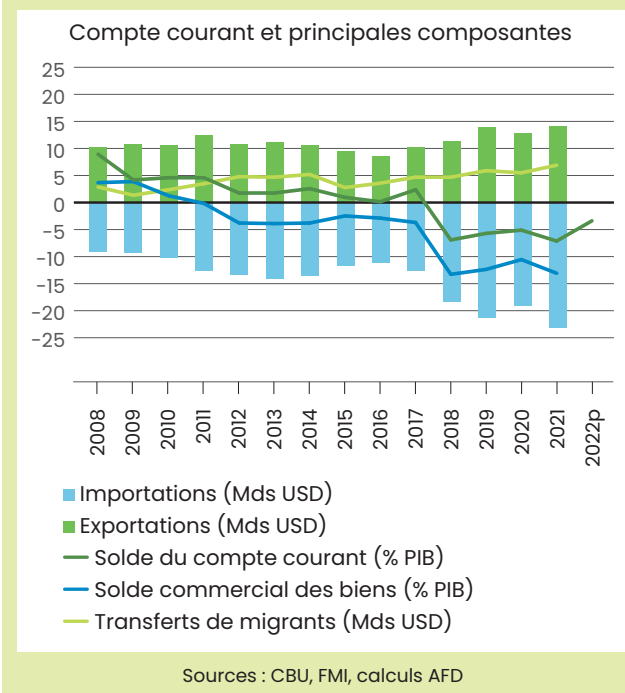
Source : FMI (WEO)

À court terme, les comptes externes du pays bénéficieraient d'un effet net positif de la conjoncture internationale à travers l'amélioration des termes de l'échange. Toutefois, les risques à court-moyen terme liés à la guerre en Ukraine ne peuvent être éliminés et minorés. À moyen-long terme, la soutenabilité de la balance des paiements passera par le développement d'une base exportatrice industrielle compétitive autour des avantages comparatifs du pays (filères minière, textile, agroalimentaire) et du tourisme, un élargissement des débouchés, notamment vers l'UE (préférences GSP+^[3]), l'attraction durable des IDE, l'adaptation à la transition énergétique et la modération de l'endettement externe. Le déficit du compte courant pourrait cette année se réduire à environ 3,3 % du PIB selon le FMI, contre 7 % du PIB en 2021. Le Fonds projette un déficit du compte courant autour de 5 % du PIB à l'horizon 2027, peu inquiétant si son corollaire est un boom de l'investissement productif et des importations de biens d'équipement (52 % des importations totales au S1 2022) soutenant le potentiel de croissance économique à moyen-long terme. Le déficit commercial devrait demeurer substantiel en 2022, malgré la forte croissance des recettes d'exportations (+34 % sur

2 Le niveau de productivité (PIB/travailleur en USD PPA) est estimé à 80 % de la moyenne des pays PRITI et 55 % de la moyenne des pays PRITS.

3 Le système des préférences généralisées permet de doubler le nombre de produits ouzbèkes exemptés de droits de douanes entrant dans l'Union européenne à 6200.

Graphique 2 – Réduction du déficit du compte courant attendu à court terme



les huit premiers mois contre +21 % pour les importations). L'Ouzbékistan présente un taux d'ouverture commerciale encore limité (28 % du PIB en 2021) et une balance énergétique légèrement déficitaire depuis deux ans. Il est autosuffisant en gaz naturel^[4] et l'arrêt des exportations a été décidé récemment pour servir la demande interne. Le charbon extrait localement^[5] n'est pas non plus voué à l'exportation, alors que la faible production de pétrole (60 000 barils/jour en 2021) rend le pays dépendant des importations. A contrario, la balance alimentaire est structurellement excédentaire, le pays exportant des produits agroalimentaires, notamment vers la Russie, et dépendant peu des importations de céréales (3 % des importations totales). Le potentiel minier polymétallique (dont le cuivre) et uranifère est encore sous-exploité, hormis l'or aux mains de deux combinats publics dont l'unique acheteur est la Banque centrale (CBU). Les métaux représentent en moyenne pluriannuelle environ la moitié des recettes d'exportations totales, dominés par l'or donc, utilisé par la CBU comme instrument de gestion de la liquidité en devises et du taux de change. L'appétit des investisseurs étrangers (canadiens, japonais, coréens, turcs, chinois) dans le secteur minier a été conforté

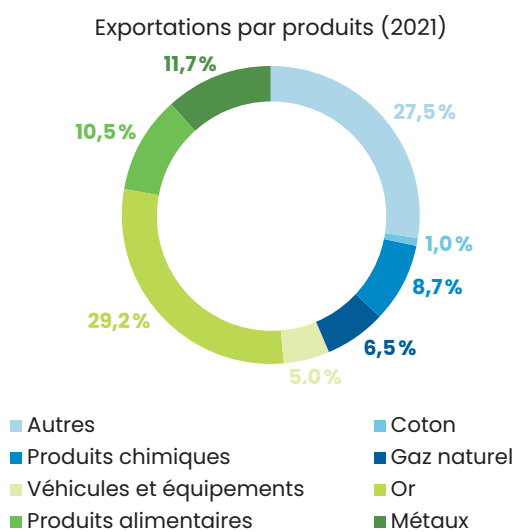
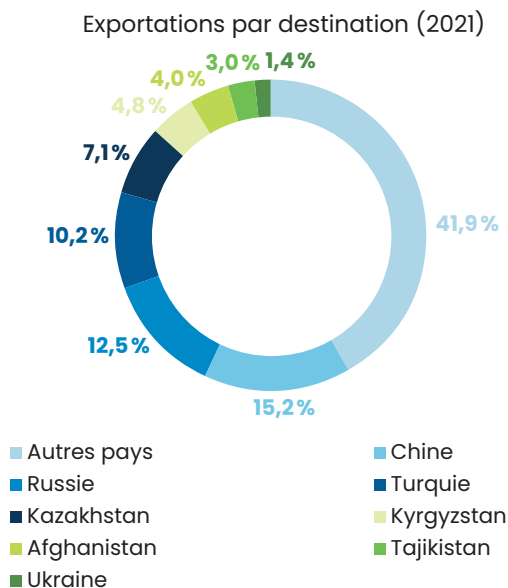
4 16^e producteur mondial en 2021 et 25^e réserves prouvées selon BP.
5 5 millions de tonnes en 2021 selon UZSTAT.

depuis cinq ans par un cadre légal plus attractif^[6]. Parallèlement, les perspectives de la filière coton-texile se sont éclaircies depuis la levée en mars 2022 de l'embargo en place depuis une douzaine d'années^[7]. Plus globalement, le secteur agricole, peu productif et intensif en main d'œuvre, pourrait être un moteur de la modernisation économique et de la diversification des exportations à travers le développement de filières agro-alimentaire et agro-industrielle.

Cependant, les effets négatifs et potentiellement durables du conflit russo-ukrainien et du nouvel ordre géopolitique mondial en gestation pourraient contrarier l'essor commercial et le renforcement des comptes externes de l'Ouzbékistan. Après l'afflux record, circonstancié et réversible de transferts courants au S1 2022 (près de 17 % du PIB contre 12 % du PIB sur l'ensemble de 2021)^[8], les remises de la diaspora installée en Russie (70 % des flux totaux en 2021) et le commerce bilatéral pourraient fléchir en lien avec la détérioration de la conjoncture économique en Russie. Cette dernière est le second partenaire commercial de l'Ouzbékistan (12 % des exportations, surtout textiles et agroalimentaires, et 21 % des importations ouzbèkes), juste derrière la Chine, l'Ukraine se plaçant au 8^e rang. L'Ouzbékistan a accueilli plus de 9 Mds USD d'investissements russes en cinq ans, notamment dans le secteur gazier, une manne financière que les sanctions à l'encontre de la Russie risquent de tarir à court terme, même si certains investisseurs russes pourraient s'installer dans le pays pour contourner les sanctions. La fermeture de la route traditionnelle vers l'Europe via l'Ukraine rallonge les délais et renchérit les coûts logistiques, alors même que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont perturbées depuis 2020. Enclavé géographiquement, l'Ouzbékistan a donc conclu des accords avec le Kazakhstan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan pour réduire les coûts de transport de l'itinéraire transcaspéen. Les autorités ouzbeks ambitionnent un projet ferroviaire pour rallier les ports pakistanais via l'Afghanistan, coûteux (au moins 5 Mds USD) et complexe au regard du relief et des problèmes sécuritaires. Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à rembourser 70 % des coûts de transports

6 44 projets miniers et d'exploration géologique en 2021, facilités par une amélioration du climat d'investissement (appels d'offres en ligne, autorisations de licences sous 5 jours, exemptions fiscales, nouveau code minier imminent).
7 *Cotton pledge* signé par 331 entreprises dans le monde pour travail forcé systématique d'enfants.
8 Transferts massifs d'épargnants russes pour protéger leurs avoirs dans une stratégie opportuniste d'arbitrage sur le taux de change dollar-rouble, plus favorable sur le marché ouzbek.

Graphiques 3 et 4 – Relative diversification des exportations en termes de débouchés et primarisation en termes de produits



Sources : UZSTAT, calculs AFD

des entreprises locales exportant des produits à forte valeur ajoutée vers l'UE (50 % pour les exportations vers les pays voisins) jusqu'au 1^{er} avril 2023.

Facteur positif notable dans ce contexte international incertain et de resserrement des conditions de financement, la fermeture de l'Ouzbékistan et la politique d'accumulation de réserves jusqu'à 2016 lui assurent encore une position extérieure nette créditrice (+18,5 Mds USD à mi-2022, soit 25 % du PIB). Cette dernière s'érode toutefois très graduellement du fait de l'accroisse-

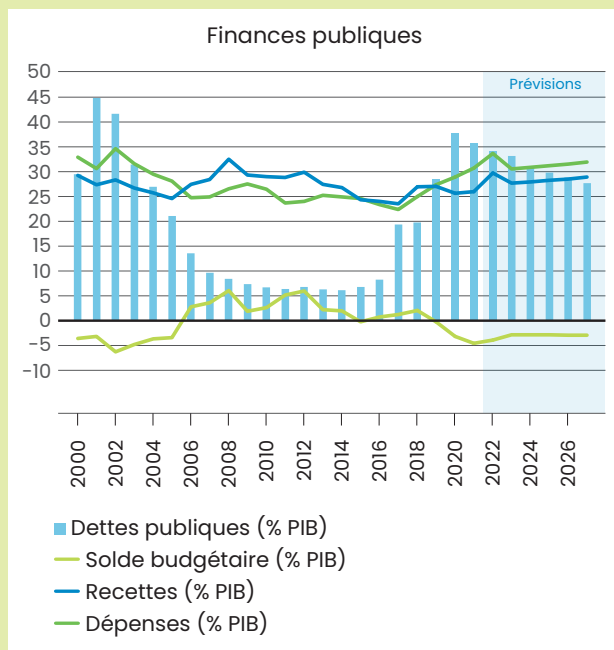
ment rapide des engagements vis-à-vis de l'étranger. Couvert en 2020-2021 par les financements des bailleurs internationaux, les flux d'IDE (3 % du PIB en 2021 vs. 2,3 % du PIB en 2015-2019) et les émissions d'eurobonds, le besoin de financement externe (BFE)^[9] ex-ante est attendu en baisse en 2022-2023 (10-12 % du PIB) du fait de la réduction du déficit du compte courant. Le niveau des réserves de change liquides a légèrement baissé depuis deux ans (12 Mds USD en août 2022, soit 16 % du PIB), couvrant près de 7 mois d'importations de biens et services et le besoin de financement externe. Les réserves internationales brutes (dont 62 % d'or) demeurent très confortables (34,1 Mds USD en août 2022). À 53 % public ou garanti par l'État, l'encours de dette externe a encore progressé de 20 % en 2021 pour atteindre 63 % du PIB selon la Banque centrale. Sa trajectoire doit être surveillée à moyen terme, même si son profil est favorable (91 % à long terme et un service modéré à 24 % des exports de biens et services).

Un matelas d'épargne^[10] publique et un taux d'endettement public encore modéré confèrent au gouvernement certaines marges de manœuvre budgétaires pour affronter un nouveau choc exogène. La politique budgétaire a été plutôt conservatrice pour une économie dirigée avant la pandémie de Covid-19, avec un excédent budgétaire « officiel » de 2,2 % du PIB en moyenne en 2010-2019. Après 4,3 % du PIB en 2020, le déficit public est estimé à 5,8 % du PIB en 2021 selon le Ministère des Finances, le gouvernement ayant maintenu l'effort en termes de dépenses sociales, de santé publique et de financements pour soutenir les ménages et les entreprises les plus fragiles en année électorale. La nouvelle donne internationale compromet la cible de déficit de 3 % du PIB en 2022, le gouvernement et le FMI tablant désormais sur 4 % du PIB cette année et 2,9 % du PIB en 2023. Les autorités ouzbèkes se sont engagées à instaurer un cadre budgétaire à moyen terme (plafond de déficit à 3 % du PIB et de dette à 60 % du PIB), à réduire les dépenses hors-budget, en particulier les prêts aux entreprises publiques (SOE), les garanties publiques, et à privatiser trois-quarts des actifs/participations de l'État. Pour rappel, le pays a sollicité les financements d'urgence du FMI (IFR/FCR) en 2020 mais pas l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD) du G20/

9 Défini comme la somme du solde du compte courant et de l'amortissement de la dette externe au cours de l'année.

10 Essentiellement constitué des actifs du Fonds pour la Reconstruction et le Développement (FRD), soit 17 Mds USD à mi-2022, dont la moitié d'actifs liquides en devises.

Graphique 5 – Des marges de manœuvre budgétaires face aux chocs externes



Sources : FMI, Ministère des Finances

Club de Paris. Le besoin de financement public^[11] (BFP, ~8,5 % du PIB en 2022) resterait modéré dans les prochaines années.

Le taux d'endettement public (dont 29 % de garanties étatiques^[12]) a quadruplé depuis 2017 à 36 % du PIB en 2021 (-2 points de pourcentage en un an mais +8 points par rapport à 2019), un niveau encore modéré au regard d'une moyenne de 50 % du PIB dans les pays émergents et en développement. La dette publique est jugée soutenable, avec un risque faible de surendettement selon le FMI^[13]. Le ratio dette/PIB a doublé en 2017 du fait de la dépréciation du *soum* (50 % face au dollar américain) suite à la flexibilisation partielle du régime de change. Fin 2021, 90 % de l'encours de dette publique était libellé en devises. Après un pic de dette/PIB à 38 % en 2022 selon le FMI, le relâchement du stimulus budgétaire et la forte croissance du PIB nominal pourraient permettre un désendettement graduel. Le profil de la dette est favorable. Elle est majoritairement contractée auprès de bailleurs multilatéraux (47 %) et bilatéraux (41 % dont

11 Défini comme la somme du solde budgétaire et de l'amortissement de la dette publique au cours de l'année.

12 La dette non-garantie des SOE est estimée à 7 % du PIB.

13 Rapport Article IV, juin 2021.

½ vis-à-vis de la Chine)^[14], à des conditions concessionnelles et à long terme (maturité moyenne de près de 20 ans). La dette de marché représente désormais 10 % de la dette publique totale. Le pays a intégré l'indice EMBI de JP Morgan suite à l'émission d'un premier eurobond en février 2019, suivi d'un second en novembre 2020 (à 3,7 % sur 10 ans) et d'un troisième juillet 2021 (à 3,9 % sur 10 ans). Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les spreads souverains ont oscillé entre 400 et 600 points de base (pb)^[15], qui, combinés à la remontée des taux obligataires aux États-Unis (autour de 4 % à mi-octobre 2022), suggère des conditions de financement sur les marchés internationaux quasi prohibitives (entre 8 et 10 %). La stratégie de (re)financement du Trésor devrait donc dépendre à court terme sur les bailleurs, avant de retrouver des conditions de marché plus favorables et un relais auprès du marché local peu profond mais ouvert récemment aux investisseurs étrangers et particuliers locaux.

Sur le front de l'inflation et de la politique monétaire, la Banque centrale (CBU) peine à infléchir les tensions sur les prix avec une inflation supérieure à 10 % depuis 2017. Principale source d'inquiétude économique mondiale, l'inflation générale n'a pas accéléré outre mesure en Ouzbékistan en 2022 (12,3 % en g.a. en août 2022). La CBU anticipe une inflation à 12-14 % en fin d'année et le FMI table sur un taux annuel moyen de 11,5 % en 2022-2023. Si la hausse des prix de l'énergie prévue en juillet a été reportée, le coût croissant des produits alimentaires (16,3 % en g.a.) est toutefois devenu insoutenable pour 24 % des ménages en juillet 2022 contre 10 % en janvier^[16]. Une loi de 2019 est venue renforcer l'indépendance de la CBU avec pour mandat la stabilité des prix par le biais d'un régime de ciblage d'inflation fixé à 5 % à l'horizon 2023 et la stabilité financière. Le taux d'intérêt directeur a été rehaussé de 300 pb à 17 % en mars 2022 pour ancrer les anticipations d'inflation et stabiliser le *soum*, avec succès^[17]. Contrairement à la tendance régionale et mondiale, la politique monétaire a été assouplie en juin-juillet avec une

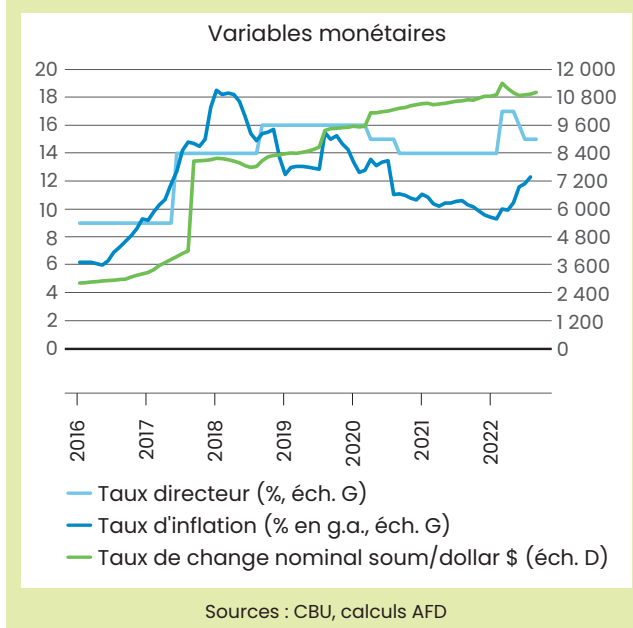
14 À noter que près de la moitié de ces engagements auprès des bailleurs n'a pas encore été décaissée.

15 Un pic déjà atteint au moment de la crise liée au Covid-19 en mars 2020, contre un niveau de spreads moyen de 200 pb pré-crise.

16 "Listening to the Citizens of Uzbekistan survey", cité par la Banque mondiale (ECA Economic Update Fall 2022, octobre 2022).

17 Après une dépréciation de 6 % vis-à-vis du dollar US entre le déclenchement du conflit en Ukraine le 24 février et mi-mars, le *soum* s'est apprécié de 5 % au cours des sept mois suivants.

Graphique 6 – Inflation à deux chiffres; taux de change maîtrisé



réduction du taux directeur à 15 %, maintenant des taux d'intérêt réels positifs. La transmission de la politique monétaire à l'économie via le secteur bancaire demeure peu efficace du fait de la forte proportion de crédits à taux dirigés et du fort taux de dollarisation (57 % des prêts). Dominé par les banques publiques (80 % des actifs), le système bancaire sert traditionnellement surtout à financer

les entreprises publiques. La croissance du crédit bancaire a été soutenue depuis 5 ans (+18 % en g.a. en 2021 et 2022), mais le taux de pénétration du crédit estimé à 44 % du PIB limite encore le risque de bulle de crédit.

Les indicateurs bilanciaux du secteur bancaire ont globalement bien résisté depuis 2020 (capitalisation, profitabilité, liquidité). La présence bancaire russe apparaît limitée, et les banques ouzbèkes sont peu exposées aux banques russes sous sanctions. Cependant, la qualité des actifs s'est dégradée en 2021 avec un taux de prêts non-performants de 4,7 % en août 2022, contre 2,1 % fin 2020. Corollaire d'une base de dépôts deux fois moindre que l'encours de crédit, l'accroissement de l'endettement externe des banques depuis 2019 est un point de vigilance, et la transparence ainsi que la supervision doivent être renforcées. La réglementation Bâle III est effective depuis 2018 et une réforme bancaire a été adoptée en 2019 permettant : i) le transfert de la politique de financement des entreprises publiques des banques au FRD ; ii) le renforcement du bilan de banques publiques via notamment des recapitalisations ; iii) l'amélioration de la gouvernance ; et iv) l'alignement des taux d'intérêt sur les prêts préférentiels au niveau du taux directeur. Lancé en mai 2020 afin de réduire leur part à 40 % de l'actif bancaire d'ici 2025, le plan de privatisation de banques publiques peine à se déployer.

3. Poursuivre l'amélioration des indicateurs socio-économiques

Quasi inexistantes jusqu'en 2016, les données socio-économiques désormais disponibles dressent un tableau relativement satisfaisant en termes de développement humain, de capital humain, d'inégalités et de pauvreté. Cependant, le niveau officiel du PIB/habitant en dollars US courants reste faible, et a priori nettement sous-évalué¹⁸. L'Ouzbékistan pointait en 2019 au 106^e rang mondial sur 189 pays pour l'Indicateur de Développement Humain (IDH) avec un indice de 0,72 qui tangente par le bas le

seuil de la catégorie « IDH élevé » (0,75), à l'appui de performances correctes en termes de santé, d'espérance de vie et d'éducation de base. Par ailleurs, l'indice de capital humain¹⁹ de la Banque mondiale positionne l'Ouzbékistan au 57^e rang mondial sur 174 pays en 2020. Les inégalités de revenus mesurées par l'indice de Gini (0,273 en 2021) sont modérées. Le multiple de niveau de revenu entre le premier et le dernier décile a chuté de 13,7 en 2007 à 6 en 2019 avant de remonter à 6,8 en 2021 (bien supérieur dans de nombreux PED). Mais les disparités régionales sont significatives avec

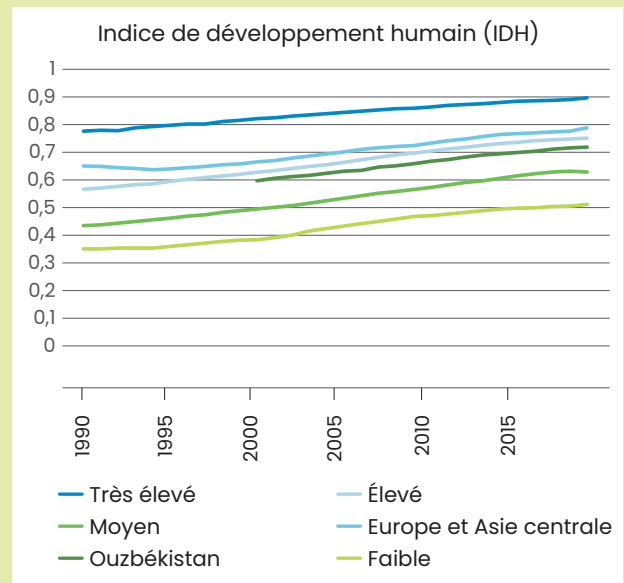
18 Le Comité d'État en charge des statistiques (UZSTAT) travaille sur une révision préliminaire des données de PIB pour fin 2022 sur base 2021 et rétropolation jusqu'en 2010. Non prise en compte actuellement, la « shadow economy » (économie cachée mais légale) représenterait 5 à 7 % du PIB selon UZSTAT. Elle est l'une des trois composantes de l'économie non-observée avec l'activité illégale et l'activité informelle.

19 L'ICH calcule les contributions de la santé et de l'éducation à la productivité des travailleurs. Le score final de l'indice va de zéro à un et mesure la productivité d'un futur travailleur né aujourd'hui par rapport aux critères de pleine santé et d'éducation/formation complète.

un multiple de niveau de revenu/habitant de 2,8 entre la région de Fergana et la capitale Tachkent. Mesuré par la définition nationale officielle de la population à faible revenu, le taux de pauvreté est passé de près de 27,5 % en 2001 à 11 % en 2019 et 11,5 % en 2020 en lien avec la crise sanitaire, et la pauvreté se concentre largement dans les zones rurales (79 % en 2018). Les estimations de la Banque mondiale suggèrent que les formes les plus extrêmes de pauvreté (au seuil de 1,90 USD PPA par jour) ont été quasiment éradiquées en 2018, quand le taux de pauvreté au seuil retenu pour les pays PRITI (3,20 USD PPA par jour) s'élevait à 9,5 % la même année. Les mesures non monétaires du bien-être se sont également améliorées au cours de la dernière décennie. L'espérance de vie a augmenté de plus de 2 ans entre 2009 et 2018, en partie grâce à une baisse de 39 % de la mortalité maternelle et de 17 % de la mortalité infantile. Le taux de criminalité est modéré (38^e plus faible sur 136 pays selon *World Population Review*).

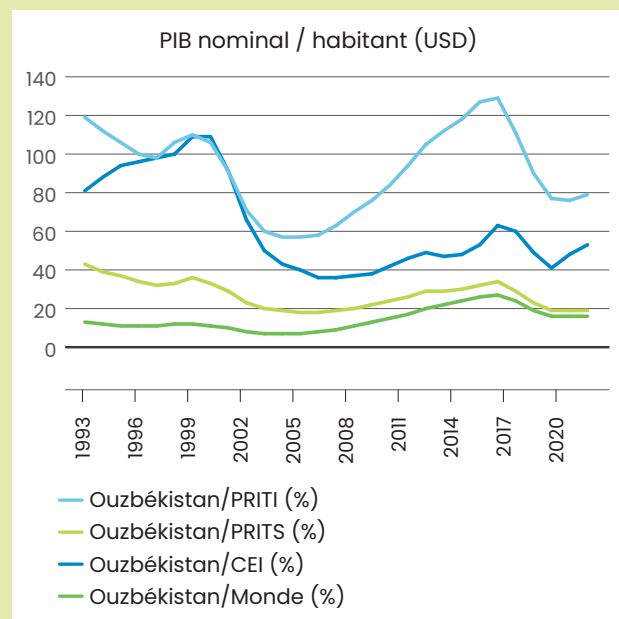
L'objectif du gouvernement de doubler le PIB nominal/habitant pour intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) à l'horizon 2030 apparaît atteignable. Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), l'Ouzbékistan affichait en 2021 un PIB/habitant de seulement 2 000 USD courants selon le FMI et la Banque mondiale, soit un niveau similaire à celui du Nigeria. La dévaluation/dépréciation de 50 % du soum par rapport au dollar US en 2017 a induit un effet change négatif très important sur le niveau du PIB/habitant (assez semblable à celui observé au Nigeria) qui atteignait 2 700 USD en 2015-2016. Des indicateurs concordants suggèrent toutefois que le niveau de vie de la population ouzbèke est supérieur à ce que laisse supposer les statistiques officielles. Exprimé en parité de pouvoir d'achat, le PIB/habitant ressortait à 8 600 USD en 2021 selon le FMI, en ligne avec le Maroc (PIB/habitant nominal de 3 200 USD) qui constituerait un meilleur benchmark que le Nigeria. Malgré la pression démographique (cf. infra), atteindre un niveau de PIB/habitant de 4 000 USD courants en 2030 est plausible dans l'hypothèse d'une révision des statistiques de comptabilité nationale, d'une croissance économique d'au moins 5 % par an en moyenne à partir de 2023, et d'une désinflation graduelle associée à une stabilisation du taux de change.

Graphique 7 – IDH relativement satisfaisant



Source : Banque mondiale

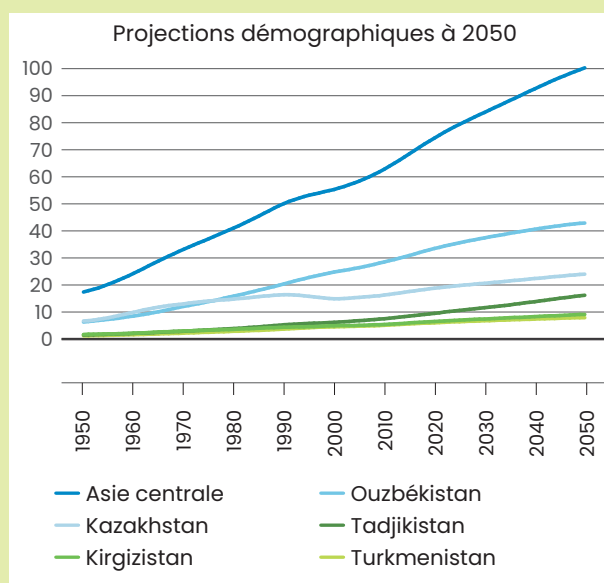
Graphique 8 – Convergence nominale du niveau de vie contrariée par la dévaluation/dépréciation du soum en 2017



Source : Banque mondiale

L'objectif de diviser le taux de pauvreté par deux d'ici 2030 est ambitieux. La croissance économique relativement soutenue depuis deux décennies a été peu inclusive. Face à la pression démographique, les créations d'emplois insuffisantes ont conféré à l'émigration, notamment vers la Russie, un rôle critique de soupape sociale et de source de revenus pour les ménages. Les autorités ouzbèkes ne craignent pas un retour massif et irréversible de la diaspora de Russie. Le développement de filières industrielles intensives en main d'œuvre, dans une compétition internationale farouche, semble constituer la planche de salut pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Le système économique est dominé par le secteur public (50 % du PIB et 20 % des emplois) et contraignant pour l'initiative privée, allant de pair avec une forte informalité. L'économie repose largement sur un secteur agricole peu productif et l'exploitation des ressources naturelles beaucoup plus intensive en facteur capital qu'en facteur travail, d'autant que l'accumulation de capital a tiré vers le haut la productivité (production/travailleur). La répartition sectorielle des emplois a été relativement stable depuis 2010 (agriculture 26 % en 2021, industrie 14 %, construction 9,5 %, commerce 11 %). Bien que les besoins élémentaires soient souvent satisfaits, grâce à des services publics et de protection sociale étendus, la croissance économique a progressivement perdu son efficacité dans la réduction de la pauvreté. Selon la Banque mondiale, parmi les pays pairs de l'Ouzbékistan en termes de niveau de vie, le nombre de personnes pauvres diminue en moyenne de 3,3 % pour chaque pourcentage d'augmentation du PIB par habitant, contre seulement 1,5 % en Ouzbékistan entre 2009 et 2014 et même 1,1 % de 2015 à 2019. Cette performance se compare défavorablement à la moyenne régionale d'Asie centrale. Le taux de chômage a doublé depuis 2016 pour dépasser légèrement 10 % en 2020-2021, sous l'effet de la crise sanitaire, et le taux de participation à la population active n'excède pas 67 %. La

Graphique 9 – Transition démographique non-achevée



Source : Nations Unies

progression des salaires réels a été modeste au cours des dernières années, et la part des revenus primaires des ménages (i. e. revenus du travail et de la propriété) a baissé de 80,4 % en 2010 à 73,6 % en 2021, le complément provenant des transferts de la diaspora dont près de sept familles sur dix sont plus ou moins tributaires. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en 2017 les revenus du travail représentaient seulement 41 % de la richesse nationale, contre 55 % à l'échelle régionale et 52 % à l'échelle mondiale, soulignant l'importante captation de richesses par l'État. Dans ce contexte, la transition démographique non achevée (taux de fécondité en hausse à 2,9 enfants/femme en 2020) est un facteur contraignant supplémentaire. Le scénario central des Nations Unies table sur une croissance de la population nationale de 30 % au cours des trois prochaines décennies à 43 Mns d'habitants en 2050^[20].

20 Aucun recensement de la population n'a été mené depuis 1989. Le prochain est prévu en 2023.

4. Anticiper et s'adapter à la transition énergétique bas-carbone

Le modèle économique de l'Ouzbékistan, fondé largement sur l'exploitation de ses ressources naturelles (près de 70 % des recettes d'exportations et 15 % des recettes budgétaires), est intensif en carbone et non-soutenable à moyen-long terme. Si son exposition macroéconomique^[21] directe aux industries dites en déclin (*sunset industries*) dans le cadre de la transition bas carbone apparaît modérée, le « manque à gagner » économique d'une non-exploitation du potentiel minier du pays pourrait être significatif. Doté d'un capital naturel important, l'Ouzbékistan est vulnérable au changement climatique^[22] et est peu efficace dans l'utilisation des ressources énergétiques et hydriques. Face à ces enjeux majeurs, les autorités affichent des politiques volontaristes.

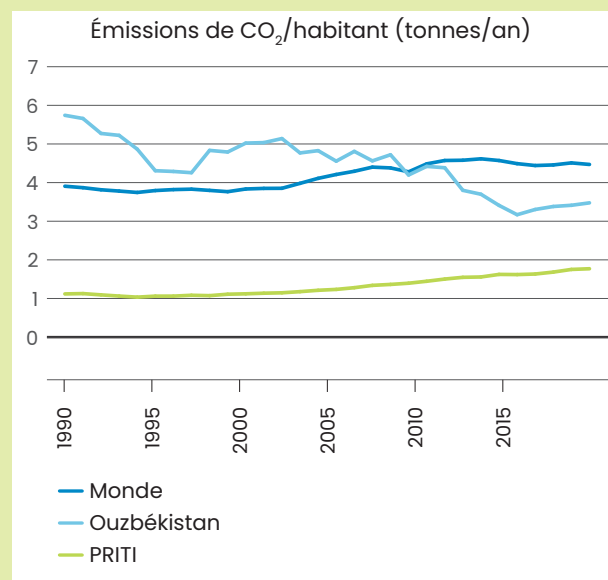
Les émissions de gaz à effet de serre nationales (dont deux-tiers de CO₂) sont restées relativement stables depuis 30 ans, contribuant à une réduction tendancielle des émissions par habitant, infléchie au cours des dernières années. Les émissions (5,5 tCO₂eq en 2018) sont inférieures à la moyenne mondiale (6,7 tCO₂eq) mais le double de la moyenne des pays PRITI. L'agriculture est le premier secteur émetteur, devant le secteur énergétique dont la production électrique. Les prix de l'énergie demeurent subventionnés (fixes depuis 2019), une pratique peu incitative en termes de sobriété énergétique. La performance du pays en termes d'intensité énergétique du PIB se compare défavorablement à la moyenne des pays PRITI.

La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) actualisée en 2021 souligne que les températures augmentent deux fois plus vite que la moyenne mondiale et le pays fait déjà face à la raréfaction des ressources hydriques, à la désertification (assèchement de la mer d'Aral) et à un accroissement des phénomènes climatiques extrêmes. La production agricole, quasi intégralement irriguée, et la production hydroélectrique consomment plus de 90 % de la ressource en eau disponible. L'accès à l'or bleu devient source de risque sociopolitique et socio-économique, au niveau local mais aussi régional du fait des tensions avec les pays voisins pour la ponction des eaux fluviales de l'Amou-Darya.

21 i.e. externe, budgétaire et socioéconomique.

22 Il se classe 70^e sur 182 pays selon l'indice de vulnérabilité au changement climatique ND-Gain et 104^e pour l'état de préparation.

Graphique 10 – Emissions de CO₂ élevées par rapport aux pays pairs (PRITI)



Source : Banque mondiale

En matière d'adaptation, l'élaboration en cours d'une stratégie de transition vers une économie « verte » proposerait des actions détaillées visant à répondre de façon systémique à l'ensemble des défis entravant le développement du pays pour promouvoir une économie prospère et respectueuse des ressources disponibles. La CDN revoit à la hausse l'objectif d'atténuation, à savoir une réduction de l'intensité carbone du PIB de 35 % à l'horizon 2030 par rapport à 2010 (contre 10 % auparavant), sans chiffrage des mesures proposées. Les autorités ambitionnent d'exploiter le potentiel solaire et éolien pour porter à 25 %, contre 10 % en 2019, la part des énergies renouvelables (ENR) dans le mix électrique en 2030 qui dépend actuellement à 80 % du gaz naturel. La diversification du mix électrique vers des énergies non carbonées sera incontournable pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. En juillet 2021, le Trésor ouzbèke a émis sa première obligation ODD (SDG bond) pour 870 Mns USD. De nombreux bailleurs internationaux sont déjà actifs dans le pays sur les sujets énergie-climat, en particulier sur les ressources en eau, l'agriculture et les infrastructures de production électrique.

Références bibliographiques

Banque mondiale (2022) *“Toward a prosperous and inclusive future”*, Systematic Country Diagnostic for Uzbekistan, avril 2022.

Banque mondiale (2022) *“Europe and Central Asia Economic Update Fall 2022”*, octobre 2022.

Fonds monétaire international (2022) *“Article IV Consultation”*, Country Report N° 22/189, juin 2022.

Fonds monétaire international (2022) *World Economic Outlook*, octobre 2022.

République d'Ouzbékistan (2021) *Updated Nationally Determined Contribution*.

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres, et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Retrouvez-les toutes en libre accès sur editions.afd.fr. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation Luciole

Date de fin de rédaction : 06/10/22

Crédits et autorisations

License Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 4^e trimestre 2022

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications
de la collection **MacroDev** :
<https://www.afd.fr/collection/macrodev>